

# Communication en Question

www.comenquestion.com

no 17, Juin / Juillet 2023

ISSN : 2306 - 5184

---

**Presse quotidienne et information sur les victimes féminines de la crise post-électorale ivoirienne.**

*Daily press and news about female victims of the Ivorian post-electoral crisis.*

---

**PALE Titi Eri Aramatou**

Enseignante-chercheure

Université Péléforo Gbon Coulibaly (Côte d'Ivoire)

Email : titipale@yahoo.fr

**AHIZI Anado Jean Michel**

Enseignant-chercheur

Université Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire)

Email : michelahizi@gmail.com

## Résumé

Cet article se propose d'examiner la place des victimes féminines de la guerre civile ivoirienne dans la structure linguistique tripartite (titre, sous-titre et surtitre) de la Une des journaux. Il s'agit de la mise en exergue des faits de la guerre civile sur la thématique des femmes dans les quotidiens abidjanais. L'enjeu est de montrer que les victimes féminines n'ont pas toujours fait la Une des journaux, notamment sur la période critique de la crise postélectorale, qui va de décembre 2010 à la capture de Laurent Gbagbo le 11 avril 2011. La méthodologie repose sur une étude documentaire matérialisée par une analyse de contenu de la Une de deux (2) quotidiens ivoiriens entre janvier et mars 2011. Le corpus de l'étude est constitué des archives de la Une de ces deux quotidiens de la presse écrite de Côte d'Ivoire ayant abondamment titré sur les tueries de la crise postélectorale ivoirienne et les tractations politiques qui se sont nouées autour. Ainsi, neuf (9) Unes de *L'Inter* et six (6) de *Soir Info* ont été dépouillées. L'analyse explicative a permis de ressortir cette invisibilité des victimes féminines et plus largement des inégalités hommes-femmes dans les médias. L'étude montre que la médiatisation des femmes en Afrique reste un souci majeur, surtout en temps de crise.

**Mots clés** : Information ; Crise politique ; Une ; Médiatisation ; Femmes.

142

## Abstract

This article examines the place of female victims of the Ivorian civil war in the tripartite linguistic structure (headline, sub-headline and super-headline) of the front pages of newspapers. The aim is to highlight the facts of the civil war on the theme of women in the Abidjan newspapers. The aim is to show that women victims have not always headlined the newspapers, particularly during the critical period of the post-electoral crisis, from December 2010 to the arrest of Laurent Gbagbo on 11th April 2011. The methodology is based on a documentary study involving a content analysis of the front pages of two (2) Ivorian newspapers between January and March 2011. The corpus of the study is made up of the front page archives of these two Ivorian newspapers, which carried extensive headlines on the killings during the Ivorian post-electoral crisis and the political negotiations that ensued. Nine (9) front pages of *L'Inter* and six (6) of *Soir Info* were analyzed. The explanatory analysis highlighted the invisibility of female victims and, more broadly, gender inequality in the media. The study shows that media coverage of women in Africa remains a major concern, especially in times of crisis.

**Key words**: News, political crisis, front page, media coverage, women,

## Introduction

Partout dans le monde, les représentations sociales des femmes dans les activités sociales et économiques demeurent une problématique actuelle. Leurs places dans le traitement de l'information constituent également un sujet préoccupant (Cidrac et Vérien, 2009). Le féminisme est plus que jamais d'actualité. Si les avancées sont indéniables, le chemin à parcourir en matière d'égalité hommes-femmes est encore long. Au quotidien, la question est à l'ordre du jour et nourrit les productions des journalistes et hommes de médias. Les sociolinguistes considèrent la Une des journaux comme un genre textuel particulier, qui en dit long sur la manière dont les journalistes se servent de la langue pour informer la population. À ce titre, Kome (2009) affirme que le titre de presse illustre une identité sociale et linguistique. Les communicateurs de la presse n'écrivent donc pas librement, ils sont tributaires du contexte sociolinguistique et profondément insérés dans les manières de parler et de représenter les choses dans les idiomes du cru. Pourtant, les troubles sociaux et la guerre modifient ce schéma traditionnel et contextuel : comme genre textuel, la Une se trouve alors bouleversée par l'urgence et les faits de violences, voire de décapitations et de viols qui émaillent la vie de tous les jours et monopolisent l'attention des gens et des médias.

En Afrique, des voix se lèvent de jour en jour pour revendiquer une première place et la visibilité de la femme dans les pensées qui l'ont toujours mise dans une position secondaire derrière l'homme. En Côte d'Ivoire, les mêmes constats sont véhiculés. Les crises qui se sont succédé ont permis aux femmes de s'exprimer à travers plusieurs enquêtes (Zinsou, 2015), car ces crises ont eu pour corollaires plusieurs morts dont un nombre important de femmes. Selon Bamba (2015, p.87), « la crise ivoirienne de 2010 trouve sa source profonde dans l'égoïsme des politiciens intrigants et dans la peur de la précarité des populations ». C'est bien ce qui explique le fait que la Côte d'Ivoire fasse l'objet de ruses opportunistes et de calculs malveillants enrobés dans la littérature à texture ethnoreligieuses avec des concepts comme l'ivoirité (Ahipeaud, 2009).

En effet, dans le chaudron de la violente crise postélectorale ivoirienne, la Une des journaux a été marquée par une telle

évolution critique et dramatique. Langage et choix éditorial des conférences de rédaction se sont trouvés happés par les contraintes de la médiatisation des faits de violences qui guettent les victimes et les différents acteurs en conflit. L'enjeu est de montrer que les victimes féminines n'ont pas toujours fait la Une des journaux, notamment sur la période critique de la crise postélectorale, qui va du mois de décembre 2010 au mois d'avril 2011.

Comment l'information sur les victimes féminines de la crise postélectorale est-elle traitée dans la Une des Journaux en Côte d'Ivoire ? Quelles sont les représentations sociales des femmes dans le traitement de l'information dans la Une des journaux ivoiriens ? De façon claire et précise, quelle est la place des victimes féminines de la guerre civile ivoirienne dans la structure linguistique tripartite (titre, sous-titre et surtitre) de la Une des journaux ? Cet article se propose de répondre à cette question en examinant la mise en exergue de ces faits de guerre civile dans les quotidiens abidjanais. L'approche théorique développée s'inscrit dans les perspectives de la théorie de l'éthique discursive de recherche de vérité de la presse basée sur la valeur de l'information (Lamoureux, 2021), qui est un modèle performatif de la valeur qui est à maintenir par la communauté politique.

Cette étude examine l'information publiée par la presse concernant les actes de vandalisme sur les femmes durant la crise postélectorale. Le traitement de l'information sur les mauvais actes perpétrés contre les femmes n'est pas total. Il se dégage ici une insuffisance dans la restitution de la réalité sociale. Tout en informant, la presse est capable de détourner le regard de l'opinion publique pour des enjeux politiques. Pour Mouillaud (1968), la presse a des moyens d'information, qu'elle utilise par le biais des concepts qui présentent une analogie avec ceux de la linguistique. L'analyse de la presse peut masquer certains problèmes de la société comme celui de la violence sur les femmes. La presse ne s'approprie pas le phénomène de façon globale. Dans ce sens, l'approche critique des médias de l'école de Francfort (Voirol, 2010) montre l'influence des médias avec souvent quelques restrictions ou détournements des faits. Les médias réinventent la réalité sociale.

Cette étude se propose d'examiner la place des victimes féminines dans le traitement médiatique de la presse quotidienne

durant la crise postélectorale en Côte d'Ivoire. De cet objectif général, nous avons dégagé les objectifs opérationnels suivants :

- Déterminer l'image de la femme dans la presse quotidienne durant la guerre ivoirienne.
- Identifier les représentations sociales de la femme dans la presse quotidienne durant la guerre civile ivoirienne.

Cette étude est structurée en cinq (5) points : une introduction, une revue de littérature, une méthodologie, des résultats et une conclusion.

## **2.- Revue de la Littérature**

Les études féministes ont permis de détecter la « masculinisation » de l'information qui a pour effet d'éclipser les problématiques spécifiquement féminines au sein des conférences de rédaction. (Beauchamp (1987) a ainsi montré qu'en soi, l'information est masculine, et que cette « masculinisation » se construit à travers le contrôle de l'industrie médiatique par les hommes, de la morale et de la déontologie professionnelle par le sexe mâle. La construction de l'opinion publique et des relations de celle-ci à la fabrique et à la qualité de la communication médiatique ne sont pas indépendantes de ce contrôle masculin, qui fait que public et journalistes ne sont que de pures variables secondaires : le système repose sur une violence symbolique où l'information se fait sans les femmes.

Dans un tel contexte, pouvoir et liberté de la presse sont les slogans d'un système de production d'information qui, sur le fond et pour les besoins de son bon fonctionnement, manipule l'image des femmes sans leur avis, et très souvent contre elles. De ce point de vue, les images de corps de femmes éventrées et gisant à même le sol, qui ont fait le tour de la presse écrite et audiovisuelle ivoirienne pendant les années de braise, sont humiliantes et impropres à informer précisément sur le sujet des violences postélectorales, précisément parce que celles-ci n'ont pas une visée informationnelle : elles sont destinées à exposer la fragilité et la vulnérabilité du genre féminin. Deux arguments peuvent permettre de soutenir cette proposition d'une volonté d'invisibilité et de désinformation de la situation de la femme victime de la crise

postélectorale dans l'information de la presse quotidienne : l'usage des images brutales des victimes féminines et le rapport des hommes et des femmes à l'information de la presse quotidienne.

Pour étayer le premier argument, on peut observer que pour les rares moments où la presse écrite en parle, les images sont brutales et ne s'accompagnent d'aucune analyse sérieuse : sur la période étudiée allant du 12 janvier au 18 mars 2011. Dans cette période, aucun média de presse écrite ou audiovisuelle abidjanais ne consacre de dossier spécial aux atrocités multiformes (viols, meurtres et crimes rituels, etc.) dont sont spécifiquement victimes les femmes durant le conflit interne ivoirien. Les médias locaux ont ainsi volontairement renoncé à comprendre en profondeur la conduite des forces mâles durant les violences postélectorales et se sont ainsi coupé de l'avis des anthropologues, des femmes elles-mêmes et des féministes pour informer la société et les cibles de la presse sur celles qui semblent être des victimes collatérales de la guerre civile. En tournant ainsi le dos à toute enquête approfondie et à des reportages grand angle sur ces violences à l'égard des femmes, la presse était complice d'une information superficielle et parcellaire qui ne rendait pas compte de la pluralité des significations et de la complexité des crimes commis sur les corps de femmes. La pluralité de la presse a été de parler des hommes, et notamment des hommes politiques, bien vivants et bien portants. En clair, dans le narratif réfléchi de cette période trouble que fut le conflit postélectoral de 2011, c'est moins la guerre et l'urgence du traitement de l'information que la structure « masculinisée » de la pensée et de la *praxis* médiatique qui ont écarté la presse de la prise en compte des victimes féminines et de leurs spécificités. En clair, si les femmes victimes de la crise postélectorale sont absentes de la narration médiatique, c'est en raison du monopole masculin sur le pouvoir de l'information en Côte d'Ivoire : ce monopole très ancien précède la guerre civile.

Le deuxième argument que nous proposons est celui du rapport des hommes et des femmes à l'information diffusée par la presse. Debras (1999) a mené en France une enquête autour de cette pratique culturelle des hommes et des femmes qu'est la lecture de la presse d'information, et qui peut être inspirante pour comprendre l'invisibilité des femmes victimes de la crise postélectorale dans la presse abidjanaise. Dans le résumé de l'éditeur, il est indiqué que

cette étude de Debras (1999) développe trois propositions. D'abord, que les femmes lisent plus de livres que les hommes ; mais elles lisent moins qu'eux la presse d'information générale, surtout quotidienne. Ensuite, que la plupart des journaux donnent l'impression d'être faits par des hommes pour les hommes, depuis la sélection des informations jusqu'au ton utilisé et aux témoignages recueillis et cités. Enfin, que les femmes sont des lectrices pressées, constamment à court de temps, entre profession et foyer. (Debras, 1999)

Dans le contexte ivoirien, cette corrélation doit être nuancée. Il faut en effet l'articuler aux indications macroéconomiques et socioculturels locaux, très marqués par de fortes inégalités de genre qui peuvent peser sur la capacité des femmes à procéder aisément à l'acte d'achat des quotidiens. En effet, dans une enquête dont nous citerons ici les extraits et les chiffres, l'Observatoire Population et développement pour le suivi du dividende démographique (OPDSDD) a indiqué que dans sa structure, la main-d'œuvre ivoirienne était constituée de seulement 39,1% de femmes : le marché et la productivité du travail sont dominés à 60,1% par les hommes. Par ailleurs, la lecture de la presse concerne peu de femmes, dans un pays où « Les pourcentages de jeunes femmes et de jeunes hommes ne sachant pas lire sont respectivement de 43.7 et 23.9 parmi les 15-24 ans, 48.8 et 26.9 chez les 20-24 ans, 54.0 et 37.6 chez les 25-29 ans, et 61.0 et 40.0 parmi les 30-34 ans » (Ministère du Plan et du développement/OPDSDD, 2021, p.2). Cette inégalité hommes-femmes est encore plus criarde chez les actifs : « Entre 20 et 40 ans, le revenu moyen du travail des hommes représente environ trois fois celui des femmes » (Ministère du Plan et du développement/ OPDSDD, 2021, p.2).

### **3.- Matériels et méthodes**

Le choix méthodologique repose sur la technique de l'étude documentaire axée sur une analyse de contenu de la presse quotidienne ivoirienne. La présente étude se fonde sur une analyse de contenu basée sur un corpus de la Une de deux quotidiens abidjanais publiés entre le 12 janvier et le 18 mars 2011. Ces journaux se sont abondamment intéressés aux sujets sur les tueries de la crise postélectorale ivoirienne et les tractations politiques qui

se sont nouées autour. Le choix de ces deux journaux s'explique par le fait que qu'ils appartiennent à la presse indépendante.

Ce sont deux quotidiens d'informations générales qui appartiennent également au même éditeur<sup>1</sup>. Cette posture nous a permis d'avoir rapidement les numéros convoqués sur la période déterminée et de respecter le temps qui nous était imparti pour la restitution des résultats. Cette posture vise également à voir comment une information sur les victimes féminines peut être négligée par l'un ou l'autre des quotidiens d'informations. Ainsi, neuf (9) Unes du quotidien *L'Inter* et six (6) du quotidien *Soir Info* seront dépouillées.

**Tableau 1.** Corpus de l'étude

n°	Journal	Référence
1	<i>Soir Info</i>	n°4911 du 13 janvier 2011 n°4917, du 20 janvier 2011. n°4953, du 4 mars 2011. n°4954 des 5 et 6 mars 2011 n°4956, du 8 mars 2011 n°4959 du 11 mars 2011
2	<i>L'inter</i>	n°3801 du 12 janvier 2011 n°3524 du 8 février 2011 n°3838 du 25 février 2011 n°3841 du 1 <sup>er</sup> mars 2011 n°3844 du 4 mars 2011 n°3855 du 18 mars 2011 n°3806 du 18 janvier 2011 n°3827 du 11 février 2011 n°3837 du 24 février 2011

Source : Données tirées de l'étude, Pale et Ahizi, 2023

### 3.3.- Méthode d'analyse

Nous avons opté pour une analyse de contenu simplifiée des articles de presses (N'Goran-Poamé, 2006). Il s'agit de considérer chaque Une des quotidiens. Les constructions des différentes Unes

<sup>1</sup> Les quotidiens *Soir Info* et *L'Inter* sont des journaux indépendants publiés et distribués en Côte d'Ivoire. Ils appartiennent au Groupe de presse Olympe et apparaissent comme les pionniers de la presse privée indépendante sur le territoire ivoirien.



feront l'objet d'une détermination des mots relatifs à la guerre et à la violence sur la période du 12 janvier au 18 mars 2011.

#### **4.- Résultats et discussions**

##### **4.1.- Présentation et interprétation des résultats**

###### **4.1.1.- Les femmes victimes quasi-absentes de la presse quotidienne**

Pour montrer la quasi-invisibilité des femmes victimes de cette guerre civile à la Une de ces publications sur la période considérée, nous avons constitué un corpus de quinze (15) unes de deux quotidiens qui développent le lexique du macabre en titrant avec les mots « morts », « tueries » ou des verbes comme « décapiter », « assassiner », etc. Le dépouillement de ces archives journalistiques permet d'analyser le titrage et la mise en évidence des informations sur les tueries de soldats et de civils.

On note d'emblée que, sur les neuf unes de *L'inter*, cinq (5), traitent des tueries de la crise postélectorale, alors que cinq (5) des six unes de *Soir info* ont titré sur les brutalités de cette séquence sombre de l'histoire ivoirienne.

---

149

###### **4.1.2.- Les meurtres de guerre civile à la Une**

En effet, à *L'Inter*, des numéros particuliers ont mis en leur Une les tueries de la guerre civile. On peut ainsi noter en titre principal du numéro 3801 du 12 janvier 2011 de ce journal qui, en ces termes, constate la poursuite de cette violence postélectorale meurtrière dans laquelle le pays s'enlise depuis l'annonce contestée des résultats de l'élection présidentielle de 2010 : « Crise postélectorale : le sang a encore coulé ». Le sous-titre donne une idée des détails développés dans l'article : « Plusieurs morts, dont trois policiers hier à Abobo. Le film des affrontements. Des chars chez Blé Goudé ». Dans le texte de l'article, on apprend que « cinq personnes [ont été] tuées dont trois éléments des FDS [Forces de défense et de sécurité] et deux du côté de la foule » (p.2).

La Une du n°3524 du 08 février 2011 note que « La situation se dégrade encore », et indique en sous-titre : « Abobo à feu et à sang. Deux morts et des femmes violées à Duékoué ». C'est la

première fois depuis le mois de janvier que ce journal évoque le sort des femmes victimes de la crise postélectorale ivoirienne. Plus de deux semaines plus tard, la Une du n°3838 de *L'inter* note que « La tension monte d'un cran. FDS et FAFN comptent leurs morts ». Dans le développement du papier (p.2), l'auteur signale une expansion de la terreur à partir de son foyer principal qu'est Abobo : « A Abidjan, le climat de guerre, qui prévalait jusque-là à Abobo, s'est étendu à d'autres communes où on a signalé des affrontements ». Au 1<sup>er</sup> mars 2011, la Une du n°3841 titre encore sur l'horreur des violences postélectorales, indiquant « un policier et un agent de « Notre voie » décapités, des personnes brûlées vives ». La Une du n°3844 du 4 mars 2011 est ainsi formulée : « Manifestations du RHDP : des femmes tuées à Abobo ». C'est seulement la deuxième fois depuis trois mois que ce journal parle des meurtres de femmes pendant ces horreurs répétées de la période postélectorale. Enfin le n°3844 du 18 mars 2011 titre sobrement : « De nombreux morts hier à Abobo ».

Du côté de *Soir Info*, c'est l'édition n°4911 du 13 janvier 2011 qui signe l'entrée des tueries de la crise postélectorale dans le champ de la Une de ce quotidien sur la période de janvier à mars ici étudiée. Cette Une parle de « Nouveaux affrontements à Abobo. Des assaillants attaquent les FDS. » En sous-titre, le journal décrit la scène et parle de « 4h de combat à l'arme lourde, plusieurs morts, des cargos incendiés, couvre-feu à Abobo et Anyama, des morts à Lakota, la liste des FDS tuées ». Une semaine plus tard, le journal reprend son récit macabre : « Hier à Adjamé, des hommes armés ouvrent le feu. Un mort, plusieurs blessés. Conflit intercommunautaire à Lakota : 2 morts découverts » (*Soir Info*, n°4917 du 20 janvier 2011). La première apparition des victimes féminines à la Une de ce journal date de la première semaine du mois de mars 2011: « Marche de la RHDP à Abobo et à Treichville. Plusieurs femmes tuées. Un garde du corps de Gbagbo enlevé et égorgé » (*Soir Info*, n°4953 du 4 mars 2011). La Une du n°4954 du 5 au 6 mars 2011 note des « Affrontements armés : trois soldats tués dans une embuscade ; Des camions d'armes saisis ; Tueries des femmes à Abobo ; Les FDS démentent toute implication ; Un membre d'un comité de défense abattu ». C'est la deuxième fois en une semaine que les victimes féminines font la Une de ce journal.

0Enfin, le journal parle de « Nouveaux affrontements entre FDS et insurgés. Des morts signalés » (*Soir Info*, n°4956 du 8 mars 2011).

#### **4.1.3.- Priorité à d'autres enjeux**

En règle générale, sur la période étudiée (12 janvier-18 mars 2011), les crimes de guerre, assassinats isolés et autres faits de violences font des apparitions sporadiques à la une de ces deux journaux. Lorsque ces faits de guerre sont exposés, ils ne font que très rarement le gros titre du quotidien. Celui-ci est régulièrement réservé aux tractations politiques autour de la crise et de la sortie de crise. A *Soir Info*, les violences de la guerre sont éclipsées en une par d'autres sujets considérés comme plus importants et inscrits en titre principal. Lorsque ce ne sont pas les « conséquences d'un retrait de la Côte d'Ivoire de l'UEMOA » (n°4917 du jeudi 20 janvier 2011), ou les « Révélations sur les propositions des experts » (« Les confidences de Koulibaly Mamadou » (n°4954 des 5 et 6 mars 2011), ce qui fait office de titre principal : « Les confidences de Koulibaly Mamadou » (n°4956 du 8 mars 2011). Avec un titre comme « Ouattara « je suis confirmé président » (n°4959 du 11 mars 2011), les leaders politiques sont mis en scène en titre principal, faisant disparaître les victimes de la guerre civile.

On remarque la même relégation dans *L'Inter* qui, après avoir fait sa Une du 12 janvier 2011 sur les meurtres de la déflagration postélectorale, se recentre la semaine d'après sur l'arrivée des forces de l'ECOMOG, mettant en première ligne les « Brouilles entre chefs d'Etat et CEMA de la CEDEAO » (n°3806 du mardi 18 janvier 2011). Poursuivant la mise en scène des acteurs politiques qui se battent dans la crise plutôt que de mettre la lumière sur les victimes, *L'inter* du 11 février 2011 (n°3827) va mettre à sa Une les problèmes de deux éléphants de la politique ivoirienne en titrant : « Résolution de la crise ivoirienne : Gbagbo et Ouattara coincés ». Dans son n°3837 du 24 février 2011, le quotidien va reprendre le même chapeau pour introduire un autre mastodonte de la politique ivoirienne : « Résolution de la crise ivoirienne : vers l'arrivée de Mamadou Koulibaly au pouvoir ». Le n°3841 du 1<sup>er</sup> mars 2011 va enchaîner en mettant en lumière une figure de proue de l'action armée postélectorale. En effet, la Une de ce numéro est ainsi formulée : « IB revendique le commando invisible ». Quatre jours plus tard, c'est sur le président sud-africain que porte la Une du

journal : « Avant l'arrivée du panel : ce que révèle la sortie de Zuma depuis Paris » (*L'inter* n°3844 du 4 mars 2011).

En somme, ce ne sont pas les morts et toutes les victimes de la crise postélectorale qui font la une des quotidiens abidjanais entre le 12 janvier et le 18 mars 2011. S'ils parlent quelquefois de ces catégories de populations, les titres de ce trimestre de guerre civile postélectorale sont pour la plupart consacrés à l'analyse des acteurs et de leurs stratégies, ainsi que des voies et moyens pour la sortie de cette déflagration sociale.

Quelle analyse faire de l'absence remarquée des femmes victimes de cette guerre civile à la Une de ces deux quotidiens ?

#### **4.2.- Discussion des résultats**

La présente étude avait pour objectif général d'examiner la place des victimes féminines de la guerre civile ivoirienne dans la structure linguistique tripartite (titre, sous-titre et surtitre) de la Une des journaux. L'analyse nous a permis d'atteindre cet objectif général car le parcours des Unes des deux quotidiens ivoiriens convoqués dans le cas de cette étude, a montré une invisibilité des victimes féminines dans la presse écrite ivoirienne. L'enjeu est de montrer que les victimes féminines n'ont pas toujours fait la Une des journaux, notamment sur la période critique de la crise postélectorale, qui va du mois de décembre 2010 au mois d'avril 2011. Si des expressions comme « morts », « tueries », « décapiter », « assassiner », apparaissent, il est évident que le dépouillement de ces archives journalistiques permet d'affirmer que les informations sur les victimes féminines sont très rares pour un groupe social qui paie un lourd tribut lors des conflits, des crises et des guerres en Afrique.

En effet, sur la période étudiée, on ne retient que ces informations suivantes : « Abobo à feu et à sang. Deux morts et des femmes violées à Duékoué » (*L'Inter* n°3524 du 08 février 2011), « Manifestations du RHDP : des femmes tuées à Abobo » (La Une de *L'Inter* du n°3844 du 04 mars 2011), « Marche de la RHDP à Abobo et à Treichville. Plusieurs femmes tuées. Un garde du corps de Gbagbo enlevé et égorgé » (*Soir Info*, n°4953 du 4 mars 2011), et enfin la Une du *Soir Info* n°4954 du 5 au 6 mars 2011 qui informe sur des « Affrontements armés : trois soldats tués dans une embuscade. Des camions d'armes saisis. Tueries des femmes à

Abobo. ». Des mots : « violées », « tuées », « tuerie », méritent une réflexion particulière sur la situation de la femme en Côte d'Ivoire.

La prospective en matière de visibilité autant des victimes féminines que des femmes elles-mêmes sur la scène médiatique mérite que l'on s'y attarde. Si l'enjeu du choix de l'information à mettre en « Une » est d'une importance capitale et donne lieu quotidiennement aux débats au sein des rédactions, on doit prendre en compte le facteur économique et la « masculinisation » de l'information pour comprendre l'absence des femmes victimes dans la presse quotidienne ivoirienne de temps de guerre civile et changer la donne à l'avenir.

La condition économique et l'analphabétisme des femmes ivoiriennes sont aussi parmi les facteurs explicatifs de leur absence de la liste des lecteurs assidus de cette presse quotidienne, qui leur tourne le dos précisément parce qu'elle ne les compte pas parmi ses cibles. Aussi, même si la guerre est considérée comme un théâtre d'émotions et de peurs, elle n'a pas fondamentalement modifié le comportement traditionnel des patrons des médias dans la production de l'information qui, pour des raisons économiques et culturelles sus-évoquées, est destinée aux hommes qui achètent et lisent mieux la presse que les femmes.

Dès lors, l'invisibilité médiatique des victimes de la guerre civile est la face émergée de l'invisibilité de la femme ivoirienne dans les médias conçus par et pour les hommes. L'analyse des enjeux de l'inégalité concernera trois échelles, dont la première est de réfléchir les conditions d'une meilleure information sur les victimes féminines de la guerre civile. La seconde échelle touche aux stratégies pour rendre visibles les femmes dans la presse quotidienne. Enfin, la troisième échelle est le bénéfice économique de l'égalité hommes-femmes dans les métiers du secteur des médias. La solution que nous proposons consisterait à conférer un caractère contraint aux événements de cette catégorie.

Ainsi, à défaut d'une loi votée par le Parlement ivoirien, un code déontologique ou une charte journalistique du traitement de l'information par temps de guerre ou de paix peut être promulguée pour contraindre les rédactions à considérer les faits de violences (viols, séquestrations, meurtres) à l'égard des personnes vulnérables (femmes, enfants, personnes handicapées, etc.) comme des atteintes graves à l'intégrité physique et aux droits de l'homme des

personnes. Ils devant à ce titre faire la Une de tous les journaux, comme des crimes crapuleux qui fragilisent la paix et la sécurité collective. Cette disposition serait un geste de dénonciation en règle et de solidarité des médias vis-à-vis des victimes. Y manquer serait une violation de la loi et du code déontologique de la profession, condamnable par la justice avec contrainte de publier la décision judiciaire à la Une des journaux incriminés. L'autre manière « douce » serait de s'assurer d'une parution des violences à l'égard des femmes en unes des journaux est d'instituer systématiquement un service des affaires féminines au sein de toutes les entreprises de presse. De même que la fonction des directeurs de rédaction ou de rédacteur-en-chef est légalement obligatoire dans la configuration actuelle, il serait compréhensible que la loi ivoirienne impose une prise en compte systématique des affaires féminines au sein des rédactions.

En marge des entreprises de presse, les organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées et l'ensemble de la société civile devraient œuvrer de concert pour une meilleure connaissance et une meilleure médiatisation de leur travail de mise en visibilité des actions en faveur des femmes. Elles doivent mieux communiquer sur les risques et autres violences subies par cette catégorie sexuelle en temps de guerre. On sait combien, par leurs différents rapports et leurs prises de parole dans la presse internationale, des « multinationales du cœur » (Sgard, 2004, p.155) ont œuvré à l'éclatement de la vérité sur les charnières, les exécutions sommaires et les victimes féminines. La plupart de ces multinationales spécialisées dans l'humanitaire et la contre-enquête (Oxfam, Human Rights Watch, Amnesty International, etc.) devraient aider techniquement à la mise en place d'un observatoire des violences et des problèmes spécifiques des femmes ivoiriennes pour mieux cerner et quantifier la typologie des agressions durant les troubles et les guerres politiques. Un tel observatoire pourrait ainsi aider à médiatiser plus régulièrement ces faits de violences à l'égard des femmes, et surtout à documenter les faits de violences de guerre et de la vie quotidienne contre les personnes vulnérables. Une meilleure collaboration avec les journaux sous la forme des points de presse mensuels ou occasionnels pourrait ainsi permettre la récurrence de l'information touchant aux violences dont sont victimes les femmes. En tout cas, le climat de confiance qui serait

issu d'une telle collaboration offrirait de meilleures probabilités de parutions des faits de violences contre les femmes à la une des journaux. Ces mêmes réseaux d'intervenants spécialisés pourraient mobiliser et financer des publi-reportages réguliers autour de ces problématiques féminines et s'appuyer sur le financement des entreprises citoyennes pour acheter des Unes périodiques et des espaces dans ces journaux pour améliorer la visibilité des violences graves touchant les femmes, de même que l'éducation et la diffusion des solutions adaptées.

De telles orientations sociales pour l'égalité n'engendrent pas des bénéfices que pour les femmes : une étude récente de l'EIGE a porté sur la mesure d'impact de l'égalité hommes-femmes sur l'économie européenne. Morais Maceira (2017) s'est ainsi proposée de montrer comment la réduction des inégalités hommes-femmes pouvait, sur le plan macroéconomique, contribuer au dynamisme systémique par le biais de la formation des femmes, du gain d'activité sur le marché du travail et la relance du pouvoir d'achat.

## **Conclusion**

Les analyses développées sont de nature à encourager les pouvoirs publics, les entrepreneurs et la société civile à lutter contre l'invisibilité des femmes victimes dans les médias ivoiriens. Au-delà, l'enjeu est d'investir dans la culture de l'égalité hommes-femmes dans les médias, et ainsi prendre en compte les spécificités de genre dans la démocratisation du pays. Stéréotypes sur les femmes, qui sont légion dans les médias, choix commerciaux en raison de la faible demande féminine en matière de consommation de l'information, inégalités sociales structurelles qui expliquent le faible pouvoir d'achat des femmes de fait incapables de consommer cette information autant que les hommes : nous avons passé en revue les contraintes structurelles de la faible représentativité des femmes dans les métiers de l'information, et des cibles de la presse quotidienne. Si différentes propositions ont été proposées pour y remédier, l'analphabétisme des femmes et le chômage de masse de cette catégorie de la population sont au cœur des contraintes stratégiques pour lever l'incapacité des femmes à parvenir à leur propre autonomie et à une plus large visibilité médiatique en Côte d'Ivoire.

## Bibliographie

Ahipeaud, M. J. (2009). *Côte d'Ivoire : entre barbarie et démocratie*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Les éditions du CERAP

Bamba, A. (2015). La réconciliation, un choix imposé (p.73-90). Dans J. M. Kouakou (Dir). *Penser la réconciliation pour panser la Côte d'Ivoire*. Paris, France : L'Harmattan.

Beauchamp, C. (1987). *Le silence des médias : les femmes, les hommes et l'information*. Paris : France : Éditions du Remue-ménage

De Cidrac, M. et Vérien, D. (2020). *Rapport d'information sur la place des femmes dans les médias audiovisuels*. Repéré à <https://www.vie-publique.fr/rapport/275999-rapport-sur-la-place-des-femmes-dans-les-medias-audiovisuels>

Debras, S. (1999). Des journaux et des femmes. *Communication et langages*, 122, 58-71.

Kome, N. F. (2009). *Approche sociolinguistique des titres à la une des journaux camerounais francophones* (Thèse de doctorat en science du langage). Université de Rennes.

Lamoureux, S. (2021). La valeur de l'information sous le prisme de trois théories normatives du journalisme. *Revue Française des sciences de l'information et de la communication*, 22. Repéré à <http://journals.openedition.org/rfsic/11194>

Morais Maceira, H. (2017). Economic benefits of gender equality in the EU. *Intereconomics* 52(3), 178-183.

Mouillaud, M. (1968), Le système des journaux (Théorie et méthodes pour l'analyse de presse). *Langages*, 11, 61-83

N'Goran-Poamé, L. M. L. (2006). Analyse de contenu simplifié d'un article de presse sur la guerre en Côte d'Ivoire. *Revue du groupe d'étude linguistique et littéraires*, 10, 5-22.

..



Observatoire Population et Développement pour le Suivi du Dividende Démographique (2021). *Inégalité de genre et dividende démographique en Côte d'Ivoire*. Abidjan, Côte d'Ivoire : Ministère du Plan et du Développement.

Sgard, J. (2004). Les multinationales du cœur : les ONG, la politique et le marché. *Critique internationale*, 2, 155-159.

Voirol, O. (2010). La théorie critique des médias de l'École de Francfort : une relecture. *Mouvements*, 1, 61, 23-32.

Zinsou E. M. (2015). Représentations sociales de la réconciliation nationale par les ivoiriens (p.21-51). Dans J. M. Kouakou (Dir). *Penser la réconciliation pour panser la Côte d'Ivoire*. Paris, France : L'Harmattan.